

Brochure n° 3005-I

Accords nationaux
TRAVAUX PUBLICS
(Tome I : Accords nationaux)

Brochure n° 3107

Accords collectifs nationaux
BÂTIMENT
TRAVAUX PUBLICS

Brochure n° 3193

Convention collective nationale
BÂTIMENT
IDCC : 1596. – **Ouvriers**
(Entreprises occupant jusqu'à 10 salariés)

Brochure n° 3258

Convention collective nationale
BÂTIMENT
IDCC : 1597. – **Ouvriers**
(Entreprises occupant plus de 10 salariés)

ACCORD DU 2 NOVEMBRE 2010
RELATIF À L'INDEMNITÉ SPÉCIFIQUE DE MAÎTRE D'APPRENTISSAGE AU 1^{ER} JANVIER 2011
(HAUTE-NORMANDIE)

NOR : ASET1150596M

Entre :

La FFB de Haute-Normandie ;
La CAPEB de Haute-Normandie ;
La FFIE de Haute-Normandie,

D'une part, et

La CFE-CGC ;
La CFTC ;
La CFDT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit.

Vu l'article 3 de l'accord du 13 juillet 2004 relatif à « la formation, la certification, la charte et l'indemnisation » des maîtres d'apprentissage dans le BTP, selon lequel l'exercice de la fonction de maître d'apprentissage ouvre droit :

- soit au versement d'une indemnité spécifique pendant la durée du contrat d'apprentissage de l'apprenti concerné ;
- soit l'accès au statut spécifique de maître d'apprentissage qui a pu être mis en place dans l'entreprise,

les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunis le 2 novembre 2010 et ont convenu des mesures suivantes pour les maîtres d'apprentissage salariés titulaires du titre de maître d'apprentissage confirmé et ayant effectivement en charge un apprenti en formation.

Article 1^{er}

Les salariés du bâtiment concernés bénéficient du versement d'une indemnité pendant la durée de l'apprentissage.

Article 2

Le montant de cette indemnité est fixé de la façon suivante :

- 150 € par an et par apprenti ;
- plus 50 € au passage de l'examen ;
- plus 50 € en cas de réussite à cet examen.

Article 3

Cet accord est applicable pour les contrats d'apprentissage signés à compter du 1^{er} janvier 2011.

Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au ministère du travail, de la solidarité et de la fonction publique.

Fait à Mont-Saint-Aignan, le 2 novembre 2010.

(Suivent les signatures.)